

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST DONZERE

ISDND de Donzère
345 chemin des Bouzarudes
26290 Donzère

Références : 20260115-RAP-DAEN0044
Code AIOT : 0006107044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST DONZERE implanté ISDND de Donzère 345 chemin des Bouzarudes 26290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 25/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST DONZERE
- ISDND de Donzère 345 chemin des Bouzarudes 26290 Donzère
- Code AIOT : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à DONZERE, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une procédure d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs) et du 9 novembre 2020

(évolutions apportées au site).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m², est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols.

Jusqu'au 31 décembre 2028, la capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à 150 000 tonnes, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à 1 200 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au 1er janvier 2034.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 - moteur 320) ; soit brûlé en torchère. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Les derniers casiers de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, les casiers n°12 et n°13, sont en cours d'exploitation. Leur fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2027. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Lixiviats en fond de casiers	AP de Mise en Demeure du 01/06/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Réduction des émissions fugitives de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I	Sans objet
5	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV	Sans objet
7	Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II	Sans objet
8	Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III	Sans objet
9	Déclaration GERP des émissions en CH4	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 contrôlées sont bien respectées. Le rapport annuel d'activité visé à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 est à compléter avec les résultats des mesures des émissions diffuses de biogaz accompagnés des informations sur les fuites détectées, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Concernant les suites des précédentes inspections, le contrôle vidéo de nuit reste à améliorer et le suivi de l'absence d'impact environnemental de la situation du casier 11 est à poursuivre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2025
Prescription contrôlée : <p>I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 [...]</p> <p>II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p>

<p>-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</p> <p>-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit d'une suite de l'inspection du 24/04/2025 : Le dispositif de contrôle par vidéo en place n'est pas satisfaisant puisqu'il ne permet pas, notamment la nuit et peut-être dans certaines conditions météorologiques, de lire les plaques d'immatriculation des camions apportant des déchets, ni de distinguer les divers types de déchets déchargés.</p> <p>Une caméra de lecture de plaque a été installée au niveau du pont bascule le 08/09/2025. De nouveaux éclairages ont également été mis en place au niveau de la zone de déchargement le 16/09/2025.</p> <p>L'arrivée d'un camion le 19/12/2025 à 5h56 a été visionnée sur les enregistrements. Il est possible de lire la plaque lorsque celui-ci s'approche du pont bascule. Cependant, lorsque le déchargement est visionné à 6h06 (mode nuit de la caméra), il n'est pas aisé de visualiser les déchets déchargés. En journée, à 9h24, la résolution de l'image est de qualité et permet sans difficulté de visualiser le contenu du déchargement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra améliorer la visibilité de nuit du contrôle vidéo, afin de distinguer les divers types de déchets déchargés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Lixiviats en fond de casiers

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de lixiviats en fond de casiers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le directeur de la société SUEZ RV Centre EST, dont le siège social est situé Universaone, 18, rue</p>

Félix Mangini, 69 009 LYON, est mis en demeure, pour son centre de stockage de déchets non dangereux exploité 345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE, de respecter, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en assurant le pompage des lixiviats dans les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2, de telle façon que la hauteur de lixiviats en fond de casiers ne dépasse pas la hauteur de la couche drainante, soit environ 50 cm ;
- l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé, imposant le fonctionnement en mode automatique des pompes de relevage des lixiviats au fond des casiers de stockage de déchets non dangereux.

Constats :

Il s'agit d'une suite de l'inspection du 24/04/2025 : Les prescriptions contrôlées ne sont pas respectées pour le casier 11 : Il est pris acte, d'une part que cette situation n'est pas susceptible d'avoir un impact environnemental, d'autre part que des investigations sont toujours en cours pour trouver une solution technique. L'exploitant doit tenir l'inspection étroitement informée de l'évolution de cette affaire.

Le centre de recherche et d'expertise du groupe SUEZ (CIRSEE) a été sollicité afin de comprendre le phénomène rencontré sur le puits n°11. Les différentes analyses réalisées ont montré que la mousse présente des similitudes de composition avec le dépôt noir prélevé sur les pompes. Il pourrait s'agir de polymères de type polyacrylamide / polyacrylate de sodium de formules chimiques $[-CH_2-CH(-CONH_2)-]_n$ / $[-CH_2-CH(COONa)-]_n$ qui sont des polymères super-absorbants. Ils ont en effet la capacité d'absorber 200 à 300 fois leur masse en eau. Ce type de polymères se retrouve donc dans les produits de consommation courants tels que les couches, les serviettes sanitaires et les emballages de produits alimentaires. Le polyacrylamide est également utilisé comme floculant dans les stations d'épuration des eaux usées.

Après échange avec les interlocuteurs du CIRSEE, l'explication la plus probable est que des déchets contenant ces substances ont été traités à proximité du puits n°11.

Les conclusions de l'étude ne permettent pas d'établir un protocole pour améliorer davantage le pompage de ce puits. En revanche, un pompage régulier comme déjà réalisé devrait permettre à terme un retour à la normalité. L'exploitant maintient une vigilance toute particulière sur les hauteurs des puits voisins, soit les puits n°10 et n°12.

La consultation du tableau de suivi des hauteurs de lixiviats permet de constater que la hauteur de lixiviats dans le casier 11 est toujours très élevée (entre 10 et 12 m) et qu'il n'y a pas d'impact sur le casier 10. Les casiers 12 et 13 étant en exploitation, ils sont très sensibles à la pluviométrie élevée du dernier trimestre 2025 (en novembre, 10,68 m pour le casier 12 et 8,54 m dans le casier 13).

Par ailleurs, la station d'épuration de Montélimar a arrêté de prendre les flux de lixiviats en provenance de l'ISDND de Donzère pendant 3 semaines au mois d'octobre. Cela a engendré une saturation des bassins de stockage, et également une augmentation des hauteurs de lixiviats dans certains casiers, comme les casiers 12 et 13 en octobre, et surtout novembre.

Une station de traitement des lixiviats mobile a été installée fin novembre et a été mise en service début décembre. Cela permettra de résorber les hauteurs présentes dans les casiers sous deux semaines environ. En novembre, ces hauteurs étaient de 1,94 m dans le casier 2, 0,96 m dans le casier 7 et 3,75 m dans le casier 8. Les hauteurs de lixiviats ne sont donc pas conformes dans les casiers 2, 7, 8, 11, 12 et 13.

La nouvelle unité de traitement des lixiviats sera installée au deuxième semestre 2026.

La mise en demeure n'est pas respectée, néanmoins étant donné les circonstances particulières

concernant le casier 11, l'installation de la nouvelle unité de traitement des lixiviats et l'absence d'impact environnemental à ce jour, il n'est pas proposé de sanctions administratives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les hauteurs de lixiviats pour les mois de décembre et janvier, afin de vérifier que celles-ci sont revenues à la normale dans les casiers (en dehors du casier 11). L'exploitant poursuivra le suivi de la situation des puits 10, 11 et 12, afin de s'assurer qu'elle n'est pas susceptible de générer un impact environnemental. Le suivi des puits 10 et 12, adjacents au casier 11, problématique, permet en effet de s'assurer que le problème est limité au casier 11 et ne présente donc pas d'impact environnemental.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.
Constats : Le site est équipé de puits et de conduites permettant de capter et d'acheminer le biogaz vers l'unité de valorisation électrique. Cette dernière comprend deux moteurs, le moteur 316 de puissance 1,064 MW et le moteur 320 de puissance 0,837 MW. La production résiduelle est orientée en priorité vers l'unité de valorisation thermique Biochaude. Le biogaz capté pour la production thermique provient de la zone en exploitation et de la zone DONZERE 2 disposant d'une couverture provisoire. L'énergie thermique générée par la valorisation du biogaz, via l'unité Biochaude, permet la chauffe du bassin biologique afin de prétraiter le lixiviât. Le site de Donzère bénéficie de deux équipements permettant de prendre le relais en cas de maintenance ou panne des unités de valorisation électrique ou thermique : La torchère BGn 1000 permet de prendre automatiquement le relais sur le traitement du biogaz, lors de l'arrêt des moteurs. La torchère BGx 2000 située à proximité de la plateforme de valorisation du biogaz est utilisée comme torchère de secours. Elle prend le relais du traitement du biogaz, lors de l'arrêt de la torchère Biochaude pour maintenance ou problème technique. Une torchère supplémentaire, la torchère GG 1000, avait été installée à proximité de la zone d'exploitation en février 2020, dans le cadre de la problématique liée aux odeurs. Cette torchère a permis de traiter l'excédent de biogaz ne pouvant être pris en charge par les installations existantes et a été démantelée en 2024. Depuis avril 2020, cet équipement n'a plus fonctionné, les moteurs et la torchère Biochaude étant

suffisamment dimensionnés pour traiter le biogaz produit. Un débitmètre avec mesure en continu est présent en entrée de chaque consommateur (ensemble des deux moteurs, torchère).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque puits dispose d'une prise d'échantillon équipée d'un bouchon. Deux à trois fois par semaine, le technicien réglage vérifie les paramètres CH₄, CO₂, O₂, dépression et débit à l'aide d'appareils de mesure portatifs. Les 150 puits sont contrôlés une fois par mois. Les données sont enregistrées dans l'appareil, téléchargées chaque fin de journée et enregistrées dans l'outil de suivi ICEBRG. Les données de trois ouvrages ont été consultées à l'aide de cet outil sur l'année 2025. Les ouvrages correspondent aux drains et aux puits. Sur une même page, l'outil permet de visualiser l'évolution sous forme de courbes des paramètres CH₄, O₂, débit, pression, pression atmosphérique et température.</p> <p>Les contrôles du fonctionnement du réseau de biogaz sont réalisés deux fois par semaine par un technicien réglage et travaux, afin de vérifier l'intégrité du réseau (soudure, flash) et des manchons de dilatation et l'étanchéité des têtes de puits. En cas de détection d'une anomalie sur le réseau, et en fonction du constat réalisé, les actions suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit réparation immédiate faite par l'opérateur (exemple : changement de tube annelé, resserrage collier, reprise pente...) - Soit remontée de l'anomalie avec définition d'un plan d'action pour réparation (reprise des manchons de dilatation, reprise des soudures, etc.) <p>Des mesures sont réalisées mensuellement au niveau des collecteurs principaux (entrée de consommateur) à l'aide d'un analyseur portatif sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, CO, H₂S et H₂.</p> <p>L'ensemble de ces contrôles et préconisations travaux est suivi via l'outil numérique ICEBRG.</p>

Dans le cadre de l'inspection, une mesure de qualité a été réalisée à l'aide d'un dispositif de mesure portatif sur la conduite d'arrivée de biogaz de la torchère biochaude, au niveau d'un point de prélèvement équipé d'un obturateur. Les valeurs s'affichent en % pour CH₄, CO₂ et O₂ et en ppm pour H₂, CO et H₂S. L'appareil permet également la mesure de la dépression.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV

Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats :

La dernière cartographie date du 08/08/2025 et a été réalisée à l'aide de l'appareil de mesure RMLD. Le rayon laser (infrarouge spécial) du RMLD est absorbé en traversant un « nuage » de méthane. L'appareil est exclusivement dédié à la détection et à la reconnaissance du méthane. La concentration est calculée sur la quantité de gaz absorbé par le rayon infrarouge.

Cette cartographie a mis en évidence un certain nombre d'émanations gazeuses d'une concentration allant de 220 ppm à 12 700 ppm.

Suite à cette cartographie, un plan d'action a été élaboré sous forme de tableur comprenant un onglet par casier sur lesquels sont consignés :

- la remarque issue de la cartographie,
- la localisation,
- la date d'observation,
- la priorité,
- l'action à entreprendre,
- qui réalise cette action,
- la date prévisionnelle d'intervention,
- action soldée : oui, non, en cours
- les observations.

Cette cartographie est réalisée une fois par an. La cartographie précédente date du 28/03/2024. Le plan d'actions correspondant a été consulté. Toutes les actions menées n'ont pas été consignées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit veiller à tracer les actions réalisées dans le cadre du plan d'action biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réduction des émissions fugitives de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions fugitives de gaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant réalise annuellement une cartographie des émissions diffuses à l'aide d'un appareil de mesure RMLD (détecteur de gaz à laser). Il en résulte un plan d'action sur lequel sont indiqués : <ul style="list-style-type: none"> - la remarque issue de la cartographie, - la localisation, - la date d'observation, - la priorité, - l'action à entreprendre, - qui réalise cette action, - la date prévisionnelle d'intervention, - action soldée : oui, non, en cours - les observations. Ce plan d'action est amendé lorsque les actions prévues sont réalisées. Le rapport annuel de l'année 2024 ne mentionne pas les résultats des mesures, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats des mesures sont à présenter dans le rapport annuel d'activité, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz
Prescription contrôlée : <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>À l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
Constats : <p>Les torchères sont équipées d'un débitmètre et d'une mesure en continu de la température.</p> <p>Les moteurs de valorisation sont équipés d'un débitmètre au niveau de la conduite d'alimentation.</p> <p>Le réseau de biogaz est équipé de points de prélèvements munis d'un bouchon.</p> <p>La maintenance est assurée en interne pour les torchères et en externe pour les moteurs et la torchère biochaude.</p> <p>Afin de maintenir dans un état de fonctionnement optimal les unités de traitement du biogaz, de nombreuses opérations de maintenance préventive sont réalisées sur les équipements qui composent les procédés.</p> <p>Les périodicités de maintenances sont différentes en fonction des équipements. Elles sont définies conformément aux exigences des constructeurs/fournisseurs. Un rapport de maintenance est rédigé à l'issue de chaque intervention.</p> <p>Pour les moteurs les intervalles de maintenance sont de l'ordre de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 000 heures pour les petites maintenances ;- 10 000 heures pour les grosses maintenances. <p>L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection le plan de maintenance constructeur des moteurs de valorisation ainsi que les rapports de maintenance 40 000 heures en date du 17/07/2024</p>

<p>(maintenance 10 000 heures) et 46 000 heures en date du 14/05/2025 (maintenance 2 000 heures) du prestataire. Ces rapports listent l'ensemble des points contrôlés et précisent les contrôles / maintenance réalisés.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de maintenance trimestrielle de la torchère biochaude du 11/08/2025 ainsi que le rapport de maintenance semestrielle de la torchère BGx 2000 du 14/10/2025. Ces rapports listent l'ensemble des points contrôlés et le prestataire (pour la biochaude) ou l'exploitant précise les contrôles réalisés.</p> <p>Les débitmètres et l'analyseur portatif sont vérifiés à fréquence annuelle. L'exploitant a présenté le rapport de vérification du débitmètre situé en amont des deux moteurs en date du 03/03/2025 mentionnant que l'installation à l'issue de l'intervention est conforme ainsi que le certificat d'étalonnage de l'analyseur du 17/12/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; CO : 150 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi de la température de combustion des torchères est réalisé en continu et ces données sont enregistrées. Les informations à disposition dans le rapport annuel 2024 permettent de constater que lorsque les torchères fonctionnent, la température est systématiquement supérieure à 900 °C. L'exploitant présente un extrait du suivi de la température sur la torchère BBC 1800 entre le 03/11/2025 et le 15/12/2025. La température atteinte est de 950 °C.</p> <p>Un suivi annuel de la qualité de l'air en sortie de torchère est réalisé. Un contrôle inopiné a été réalisé entre le 04/06/2025 et le 06/06/2025. Les résultats sont conformes au niveau des trois torchères.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déclaration GERE des émissions en CH₄

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE des émissions en CH₄</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année</p>

au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

Constats :

En 2024, l'exploitant a déclaré dans GERP, le logiciel de déclaration des émissions polluantes, la quantité de méthane généré, capté et les émissions totales sur l'année. Les quantités de dioxyde de carbone généré, capté et les émissions totales sur l'année ont également été déclarées.

Concernant les paramètres SO_x/SO_2 et NO_x , les quantités rejetées sont très inférieures aux seuils de déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite